

Nouvelles locales du vendredi 19 juin 2015

@rib News, 20/06/2015 | Politique - Alors que certaines informations circulent à propos d'une probable fuite vers la Belgique du 2^eme Vice-président de la République Gervais Rufyikiri (photo) et de l'ancien chef de la Diplomatie burundaise Laurent Kavakure, ainsi que Marguerite Barankitse dite "Maggy" de la maison Shalom de Ruyigi, la présidence de la République d'abord ces informations surtout en ce qui concerne le 2^eme vice-président de la République. Selon Willy Nyamitwe, conseiller du président chargé de la communication, Gervais Rufyikiri est en mission officielle. Willy Nyamitwe ajoute qu'il reviendra au courant de la semaine prochaine.

- La Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE) a momentanément fermé ces portes ce vendredi. Il est vers 11h après le passage du ministre de l'Intérieur sur place que cette décision est tombée. Les personnes qui étaient sur place ont été contraintes de rentrer sans être résumées. Le motif donné par les agents de ce service affirme que le matériel utilisé pour confectionner les documents est épuisé et que les machines ont besoin d'un repos de deux jours pour continuer à mieux fonctionner à partir de lundi prochain. Mais, après cette décision, les travailleurs de la PAFE ont quand même distribué les documents prêts qui devraient être récupérés ce vendredi. Le directeur général de la PAFE a quant à lui annoncé que cette décision a été motivée par la saturation du serveur utilisé dans l'enregistrement des demandeurs de papiers. Selon lui, à partir de lundi, l'opération de transfert des données vers un autre serveur sera terminée et la population va continuer à être servie. - Prestation de serment des deux juges de la Cour constitutionnelle ce jeudi devant le président de la République. La cérémonie a eu lieu dans les bureaux de la présidence où les concernés ont juré de faire respecter la Constitution du Burundi et de rester neutre et indépendants dans leur mission. Ainsi donc, Benoît Simbaruhije, un Tutsi de Mwaro, qui était un membre de cette même Cour, en devient le vice-président et remplace donc le fugitif Sylvère Nimpagaritse parti peu avant la validation de la candidature de Pierre Nkurunziza par cette Cour. De même, Canesius Ndihokeywayo, un autre Tutsi de Gitega entre au sein cette Cour et remplace Benoît Simbaruhije parmi les membres permanents. Il était président de la Cour d'appel de Gitega. - Le président de la coalition des indépendants «Amizero aburundi» déplore le fait que le gouvernement burundais continue de faire sourde oreille face aux conseils de la communauté internationale. Selon Rwasa Agathon, la question fondamentale n'est pas la celle de répondre ou non aux élections, mais les conséquences d'une telle attitude de la part du gouvernement qui se veut coopératif avec ses bailleurs. Il trouve que Pierre Nkurunziza et son entourage sont déterminés à ne pas écouter tout ce qui est contre l'ambition de ce dernier de briguer un autre mandat. Il annonce par ailleurs qu'il ne peut pas entrer en campagne électorale au moment où il est difficile de différencier les forces de l'ordre et les Imbonerakure, au moment où les forces de l'ordre tuent en toute impunité et dans un pays où il n'y a pas de privations. Il se demande par ailleurs comment seront ces élections dans ces conditions et en l'absence des observateurs internationaux. - Le parti CNDD-FDD tranquillise la population burundaise qu'il n'aura pas d'attaque par les Imbonerakure comme certaines rumeurs le disent ces derniers jours. Le porte-parole de ce parti précise que les Imbonerakure sont conscients de ce que le pays a vécu dans la crise et ne peuvent en aucun cas songer à une chose pareille. Daniel Gélase Ndbirabe affirme donc qu'aucun Imbonerakure n'est animé d'une telle intention. Il demande aussi à la population de ne pas écouter les rumeurs propagées par les putschistes et leurs acolytes et de ne pas continuer à fuir le pays afin de se préparer aux élections et de construire le pays par la suite. | Sécurité - L'armée burundaise d'abord les rumeurs selon lesquelles le Burundi sera attaqué dans ces jours par des groupes armés. Selon le porte-parole de ce corps de défense nationale, eu égard aux indices dont ils disposent, il n'y a pas d'attaque en perspective. Le colonel Gaspard Baratuza ajoute que si attaque il y a, l'armée est prête à repousser l'invasisseur. d'abord les rumeurs selon lesquelles les militaires burundais continuent de désertir en grand nombre l'armée. Selon lui, ceux qui sont manquants sont partis le jour et le lendemain du putsch manqué et ils sont en nombre insignifiant. Il d'abord aussi les rumeurs selon lesquelles le chef d'Etat-major de l'armée burundaise aurait été démis de ses fonctions et remplacé par le général Adolphe Nshimirimana. - Deux grenades ont été lancées la nuit de ce jeudi vendredi dans la commune urbaine de Nyakabiga. L'une a été lancée au chef-lieu de la commune Nyakabiga et a fait exploser le véhicule de l'administrateur communal. L'autre a été lancée dans les enceintes du campus universitaire Mutanga. Cette dernière n'a fait aucun dégât. Les étudiants de ce campus s'inquiètent pour leur sécurité d'abord qu'ils affirment qu'ils constatent des personnes non étudiantes qui sont installées dans ce campus. Cela est ainsi au moment où une autre grenade avait explosé au centre-ville de Bujumbura sur l'avenue de la RD Congo dans l'après-midi de ce jeudi devant la boucherie Ntazimba et a fait deux blessés. - Une personne a été tuée dans la commune Matana de la province Bururi la nuit de ce jeudi. Léonidas Ndikumagenge était le représentant du parti CNDD-FDD dans la zone Gasibe de cette même commune et a été tué par des personnes armées qui ont attaqué son cabaret situé à son domicile. Selon les personnes qui étaient en train d'acheter leur soif dans ce cabaret, 6 personnes vêtues en imperméables militaires dont une avait un fusil de type kalachnikov ont fait irruption dans ce cabaret et ont exigé de l'argent et des téléphones portables. Après cette rafle, ils ont tiré sur la victime qui est morte sur le champ et ont intimé l'ordre aux personnes présentes de ne rien dire et surtout de rester couchées par terre. La police affirme qu'elle a commencé des enquêtes à ce sujet. | Justice - Le président de l'APRODH dresse un bilan des manifestations contre la 3^eme candidature de Pierre Nkurunziza depuis le 26 avril dernier. Selon Pierre Claver Mbonimpa, jusqu'au 10 juin, plus de 77 personnes ont été tuées que ce soit parmi la population civile, les policiers et les militaires. Plus de 500 autres ont été blessées dont plus de 150 ont pu être assistées par l'APRODH. Il précise aussi que plus de 800 personnes ont été arrêtées par la police. - Pourtant, il se réjouit que certaines de ces personnes ont commencé à être entendues par le juge. Selon lui, cela est un bon signe mais demande que cette initiative puisse continuer. Il annonce à ce sujet que plus de 500 personnes sont détenues à la prison de Mpimba, plus de 100 personnes à Muramvya et plus de 20 personnes à Ngozi. Toutes les personnes qui ont été entendues ont été interrogées sur les manifestations contre la 3^eme candidature de Pierre Nkurunziza, ajoute-t-il. Il annonce aussi que certains d'entre eux ont été torturés ou même tués.

demande que les policiers coupables de ces exactions soient eux aussi punis conformément à la loi. L'Education - Le test de 10^{ème} s'est terminé ce vendredi dans tout le pays. A Bujumbura, les élèves ont fait cet examen dans le calme et affirment qu'il était très facile. Il n'y a eu aucun incident puisque même les élèves qui étudient dans les quartiers contestataires ont été placés vers le Campus universitaire de Rohero dit IPA où ils étaient nombreux à venir passer le test. Cette décision a été prise à la dernière minute pour éviter que les manifestants, qui ne sont plus nombreux dans les rues, ne perturbent cet examen. Malgré cela, des absences ont été signalées, mais il s'agit surtout d'élèves qui n'ont pas fait le test sont aussi ceux qui ont fui le pays suite à cette situation de crise que le Burundi traverse. A l'intérieur du pays, la situation était calme et les élèves qui n'ont pas fait le test sont aussi ceux qui ont fui le pays.